

Du local au régional : une analyse des systèmes alimentaires régionaux

Source: Ruhf, K. Z. & Clancy, K. (2022). *A regional imperative: The case for regional food systems*. Thomas A. Lyson Center For Civic Agriculture And Food Systems.

Un rapport récent plaide pour une meilleure reconnaissance de la position unique des systèmes alimentaires régionaux (SAR) dans la transition vers un système alimentaire plus résilient et plus durable.

La « région », unité territoriale généralement perçue comme plus large que l'échelle locale, mais également souvent confondue avec elle, a reçu relativement peu d'attention dans l'étude des systèmes alimentaires. Dans ce volumineux rapport, les auteures défendent la thèse selon laquelle la transition vers un système alimentaire durable, résilient, diversifié et inclusif passerait par les systèmes alimentaires régionaux (SAR). Cette thèse, « régionaliste », est illustrée avec l'exemple du système alimentaire de la région Nord-Est des États-Unis.

Notons d'emblée la taille de la région choisie: 13 états, s'étendant sur près de 2000 km du nord (le Maine) au sud (Washington D.C) et représentant à eux-seuls 65,6 millions de personnes, soit plus de sept fois la population du Québec. Ces États sont très densément peuplés. Ils représentent 21% de la population des États-Unis, mais moins de 10 % de leur superficie. Selon les auteures, l'échelle régionale est idéale. Les SAR, tout en restant plus flexibles que le système alimentaire national ou global, offrent des volumes plus importants et des options alimentaires plus abordables pour les populations moins favorisées, reposent sur une agro-biodiversité plus large, un foncier plus étendu, des tailles de fermes plus variées, des conditions agroclimatiques plus hétérogènes que ce qu'on trouve à l'échelle locale, autant de facteurs cruciaux pour leur résilience. Les objectifs de sécurité et d'autonomie alimentaire semblent également plus faciles à planifier à une échelle régionale, d'autant que les SAR peuvent compter sur des dynamiques de production urbaine, péri-urbaine et rurale et des circuits de commercialisation qui connectent ces espaces. Les auteures regrettent qu'il n'y ait pas plus d'analyses d'impact de ces systèmes alimentaires sur l'économie régionale, comme [on en trouve](#) pour les systèmes alimentaires locaux.

Bien du chemin reste à faire pour la planification alimentaire régionale. Les plans régionaux gardent en fait une approche très localiste et peinent à valoriser les synergies au sein d'une région. Les auteures soutiennent qu'une échelle géographique trop réduite a ses limites. Il a par exemple été calculé qu'il faut un bassin de population d'au moins 182 000 personnes, pour qu'un [food hub](#) y soit viable. Or, la plupart des comtés n'atteignent pas cette taille. La région apparaît dès lors comme une échelle privilégiée pour penser la mise à l'échelle des systèmes alimentaires locaux. Une approche régionaliste peut offrir aux « fermes du milieu » des débouchés adaptés à leur taille intermédiaire. Elle peut aussi rentabiliser plus facilement des infrastructures dédiées. Les enjeux de qualité des emplois en agriculture, de droit universel à une alimentation saine, de partage équitable de la valeur ajoutée et de gouvernance se traitent aussi plus aisément au niveau régional.

Les enseignements

Ce rapport pose d'excellentes questions dans un moment où de nombreux territoires se dotent de politiques et d'objectifs en matière alimentaire. À le lire, une approche trop localiste ne parviendra pas à résoudre les grands enjeux alimentaires. À quelle échelle alors transposer cette réflexion dans le cas du Québec? Nos régions sont minuscules sur le plan démographique comparées à la région étudiée, mais parfois fort étendues sur le plan spatial. Serait-ce alors la province la bonne échelle? La plupart des québécois semblent le penser puisqu'ils estiment majoritairement que le produit local est un produit québécois.

Rédaction

[Stevens Azima](#) & [Patrick Mundler](#)

*Ce bulletin vous est offert avec le soutien du
Partenariat canadien pour l'agriculture*

PARTENARIAT
CANADIEN pour
L'AGRICULTURE

Canada Québec